

Infos Gaza 847 bis

Semaine du 5 au 11 janvier 2017

Sous le feu des vedettes de guerre



À Gaza, soumise au blocus et aux incursions israéliennes, paysans et pêcheurs tentent de survivre et d'échapper à la dépendance économique.

Bateaux de pêche dans le port de Gaza, détruits par l'armée israélienne.

Mohammed Al Baba/[Oxfam](#), 15 juillet 2014.

Le sort des quelque 4 000 familles de pêcheurs est bien pire encore. [Les accords d'Oslo](#) évoquaient une bande côtière palestinienne de 20 milles (un peu plus de 32 kilomètres). La décision n'a jamais été appliquée, et la bande de Gaza s'est trouvée réduite unilatéralement très rapidement à 9 (environ 15 kilomètres), puis 6 (9,6 kilomètres), puis 3 milles (4,8 kilomètres). Ponctué par des annonces tonitruantes de relâchement de la contrainte, jamais appliquées non plus.

Aujourd'hui, sur les 40 kilomètres de côte de la bande de Gaza, la situation est la suivante : à moins de 2 milles (3,2 kilomètres) d'une frontière (Erez ou Rafah), interdiction de pêcher ; au nord jusqu'à la rivière Wadi Gaza, 6 milles autorisés ; au sud jusqu'à Khan Younis, 6 milles aussi, et au milieu une espèce de triangle qui va jusqu'à 9 milles. C'est une si petite zone, dans laquelle se retrouvent 1 200 bateaux de pêche ! Il n'y a guère de poissons, pour cause de fonds sableux surpêchés et de forte pollution découlant des destructions récurrentes des installations de traitement des eaux usées. Et, à l'intérieur même de cette zone, les attaques des vedettes de guerre israéliennes sont incessantes.

Zakaria Baker, responsable à Gaza des comités de pêcheurs pour l'UAWC nous donne les chiffres pour les cinq premiers mois de 2016 : 13 pêcheurs blessés (le dernier le 1^{er} juin, par une balle tirée à bout portant), 70 arrêtés, 24 bateaux capturés (dont un sardinier), et 800 filets détruits ou volés. Plus inquiétant encore, entre le 3 avril et le 3 juin : 50 pêcheurs arrêtés, 9 blessés, 18 bateaux capturés (soit en deux mois des chiffres équivalant à toute l'année 2015). Auxquels il faut rajouter les 11 bateaux détruits sur le sable ou au port depuis le début de l'année.

Depuis que les bateaux de pêche — en majorité de grandes barques pontées, les *hasaka*) sont considérés comme du gibier légitime, pas un seul « objet suspect » n'a été trouvé à bord. Le but d'Israël ? Que les pêcheurs renoncent à partir en mer, que la perte de cette activité — la deuxième après l'agriculture — vienne grossir les rangs des sans-emploi. Un calcul secondaire peut aussi être à l'œuvre : 5 à 7 tonnes de poissons venant d'Israël entrent chaque

semaine dans la bande de Gaza. « *Ce sont les poissons de notre mer que nous achetons ! Nous sommes le débouché de leurs produits. Nous sommes coincés comme des souris de laboratoires* ».

Fouad Alamodi, président du syndicat (officiel) des pêcheurs de Khan Younis (ils sont 850 dans cette zone centrale-sud) pêche depuis l'âge de 11 ans. Il connaît la mer, nous dit-il, de Port-Saïd à Erez.

Les chalutiers sont très maltraités. L'énorme investissement que représente le filet (5 000 dollars, soit 4 600 euros) peut être perdu sous la menace suivante : “vous quittez la zone en abandonnant le filet, ou nous vous arrêtons”. Malgré l'aide que tentent d'apporter des organisations comme l'UAWC ou Mercy Corps, la catastrophe est souvent définitive.

Les pêcheurs ont le sentiment de n'être aucunement soutenus dans leurs efforts pour sauver leur activité, d'être passés par profits et pertes par les autorités palestiniennes — toutes les autorités :

Quand les vedettes israéliennes considèrent qu'un bateau leur pose problème, les Israéliens relèvent son numéro et le transfèrent à l'Autorité palestinienne. Celle-ci le communique au ministère de l'agriculture de Gaza (c'est-à-dire au Hamas) qui le communique à la police qui vient arrêter le pêcheur. Cela peut se traduire par une semaine d'arrestation et l'interdiction de pêcher.

Le dernier mot est au maire de Khouza'a :

Je suis un maire, je n'appartiens à aucun parti politique. Nous n'avons tué personne à la frontière, nous ne faisons que nous défendre. Depuis 70 ans, Israël fait des expériences sur nous. Nous proposons d'expérimenter 7 ans de paix et de faire le bilan.